

d'aliments, y compris les récipients cirés, relève de la loi et du règlement des aliments et drogues, qui sont appliqués par la Direction des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

AÉROPORTS—RECETTES PROVENANT DES DROITS D'ATERRISSAGE

Question n° 1046—**M. Nielsen:**

1. Quel est le montant total des recettes du ministère des Transports provenant des droits d'atterrissage exigé des a) avions de lignes, b) avions privés, au cours de la période de six mois allant du 1^{er} mai 1963 au 31 octobre 1963 à chaque aéroport du Canada dont l'exploitation se fait sous la direction du ministère des Transports?

2. Quel est le montant total des recettes provenant du droit de 1c. le gallon, à l'égard des concessions pour le carburant, exigé des a) avions de lignes, b) avions privés, au cours de la période de six mois allant du 1^{er} mai 1963 au 31 octobre 1963 à chaque aéroport du Canada dont l'exploitation se fait sous la direction du ministère des Transports?

(Le document est déposé.)

AVIONS DU GOUVERNEMENT

Question n° 1124—**M. Latulippe:**

1. Quel est le nombre total d'avions que le gouvernement canadien possède?

2. Quel est le nombre des différents types d'avions que le Canada possède?

3. Quel est le coût moyen de chacun de ces types d'avions?

4. Quels ont été les frais d'entretien moyens de chacun de ces types d'avions, en 1961, 1962 et 1963?

5. Quels sont les dépenses de personnel que chacun de ces types d'avions ont entraîné en moyenne pour ces trois années?

6. Quels ont été les frais d'exploitation (essence, etc.), en moyenne que chacun de ces types d'avions ont entraîné au cours d'une année?

7. Quelles ont été les pertes au cours des trois dernières années concernant chacun de ces types d'avions?

(Le document est déposé.)

*PÉAGE DANS LES PARCS NATIONAUX

Question n° 1200—**M. Woolliams:**

1. Quand le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales entend-il modifier le règlement et les lois régissant les parcs afin que les touristes qui enfreignent les règlements du stationnement dans le parc national de Banff n'aient pas à comparaître en cour comme s'ils avaient commis un quasi-délit et/ou un délit criminel?

2. Le gouvernement entend-il abolir le péage exigé des gens qui utilisent la route transcanadienne et doivent traverser les parcs en route vers leur destination, bien qu'ils ne désirent pas rester dans les parcs?

3. Quels taux sont exigés des gens utilisant des voitures particulières ou des camions de transport quand ils doivent traverser les parcs?

[L'hon. M¹¹ LaMarsh.]

4. En vertu de quelle autorité exige-t-on des droits d'une personne utilisant la route transcanadienne lorsque cette personne n'entend pas rester dans les parcs ni les visiter?

(Le document est déposé.)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DEMANDE DE RÉPONSE À UNE QUESTION INSCRITE AU «FEUILLETON»

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je désire demander au ministre du Travail quand il sera en mesure de répondre à la question n° 1192 marqué d'un astérisque et qui figure au *Feuilleton* en mon nom.

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Je vais répondre à cette question la prochaine fois que les questions seront mises en délibération.

(Texte)

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. CÔTÉ (CHICOUTIMI)—DÉFECTUOSITÉ DU SYSTÈME TECHNIQUE D'INTERPRÉTATION DANS LES COMITÉS—PLAINTÉ AU SUJET DE RÉPONSES DONNÉES EN ANGLAIS

M. Maurice Côté (Chicoutimi): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. La semaine dernière, au comité permanent des comptes publics, le système technique d'interprétation était défectueux. Je constate que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans les comités. En conséquence, je demande avec instance qu'on corrige le système technique. Nous avons d'excellents interprètes, qui ne sont peut-être pas suffisamment payés; mais il faut corriger ce système pour bénéficier d'une interprétation parfaite. De plus, j'ai reçu, ces derniers temps, de la part de deux ministres, des réponses en anglais à des questions inscrites au *Feuilleton*, alors que c'était mon droit de les obtenir en langue française, et j'insiste pour que désormais tout ministre qui me répondra le fasse en français.

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! J'ai écouté les observations de l'honorable député de Chicoutimi avec un vif intérêt. Je suis certain que tous les honorables députés se rendent compte qu'un programme de réorganisation de la Chambre des communes a été mis sur pied notamment pour améliorer les installations de l'interprétation, le service des débats et divers autres services. Nous faisons d'excellents progrès. Nous espérons établir une Commission du personnel dans quelques jours et ce nouvel organisme examinera continuellement toutes ces questions.